



HAL
open science

Dynamiques socio-politiques et territorialités de l'immigration ivoirienne en Tunisie

Camille Cassarini

► **To cite this version:**

Camille Cassarini. Dynamiques socio-politiques et territorialités de l'immigration ivoirienne en Tunisie. *L'Année du Maghreb*, 2022, 27, pp.201 - 221. 10.4000/anneemaghreb.10925 . hal-03791106

HAL Id: hal-03791106

<https://hal.science/hal-03791106v1>

Submitted on 29 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Dynamiques socio-politiques et territorialités de l'immigration ivoirienne en Tunisie

Socio-political dynamics and territorialities of Ivorian immigration in Tunisia

الديناميكيات الاجتماعية والسياسية وإقليم الهجرة العاجية [الإيفوارية، من
ساحل العاج] في تونس

Camille Cassarini



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/10925>

DOI : 10.4000/anneemaghreb.10925

ISSN : 2109-9405

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2022

Pagination : 201-221

ISBN : 978-2-271-14187-3

ISSN : 1952-8108

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)



Référence électronique

Camille Cassarini, « Dynamiques socio-politiques et territorialités de l'immigration ivoirienne en Tunisie », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 27 | 2022, mis en ligne le 30 juin 2022, consulté le 11 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/10925> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.10925>

Ce document a été généré automatiquement le 2 septembre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Dynamiques socio-politiques et territorialités de l'immigration ivoirienne en Tunisie

Socio-political dynamics and territorialities of Ivorian immigration in Tunisia

الديناميكيات الاجتماعية والسياسية وإقليم الهجرة العاجية [الإيفوارية، من ساحل العاج] في تونس

Camille Cassarini

- 1 Dans la Tunisie postrévolutionnaire, la question de l'accueil et du séjour des ressortissants subsahariens reste largement occultée par la place prise dans le débat public par le phénomène des *harragas*¹ (Souiah, 2019) et plus largement de l'émigration tunisienne vers l'Europe. Cette absence rend compte de la réalité géopolitique d'une Tunisie plus ouverte sur l'espace méditerranéen que sur le continent africain. Pourtant, à l'instar des autres pays maghrébins, la Tunisie est, au moins depuis vingt ans, au cœur de circulations et de mobilités diverses en provenance de l'ensemble du continent africain, notamment de sa partie subsaharienne. À bas bruit, l'immigration africaine prend progressivement place dans la société tunisienne et soulève des enjeux sociaux (Boissevain, 2014) largement passés sous silence durant les années d'autoritarisme du régime Ben Ali. Souvent assimilée au phénomène de la traite,² cette immigration dite « subsaharienne » pâtit d'un ensemble de stigmates et de catégorisations peu élogieuses : ces formes d'assignations à des figures sociales tantôt criminelles³, tantôt victimaires, participent du déni d'existence d'une altérité cantonnée à l'irrégularité juridique et politique (Bensaâd, 2020 ; Cassarini, 2020).
- 2 Pourtant, depuis le milieu des années 2010, cette immigration gagne en visibilité, notamment à travers la mise en place d'un solide réseau associatif de défense de ses droits (Geisser, 2019). L'analyse des rares statistiques existantes sur cette population recueillies par les structures humanitaires et associatives⁴, ainsi que les données de première main issues de mon enquête, tendent à montrer que cette immigration serait composée, aux trois quarts, de personnes ivoiriennes⁵. Des statistiques non publiées du

ministère de l'Intérieur tunisien estiment au moins leur nombre à 30 000 en Tunisie et des organisations internationales, comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) corréler ces données avec l'augmentation relative du nombre de ressortissants ivoiriens arrivant sur les côtes européennes depuis le début des années 2010⁶.

- 3 Au regard de l'histoire migratoire de la Côte d'Ivoire, ce constat invite à poser un regard neuf sur les dynamiques migratoires contemporaines du pays. En effet, la Côte d'Ivoire est historiquement considérée comme un des plus grands pays d'immigration d'Afrique de l'Ouest (Blion et Bredeloup, 1997). Plusieurs travaux (Babo, 2019 ; Néya, 2019) ont mis en évidence les effets de la crise de l'ivoirité sur les dynamiques migratoires ivoiriennes et sur leurs inscriptions régionales. Si l'on sait que, ces quinze dernières années, l'immigration ivoirienne s'est principalement polarisée autour des pays de la sous-région, notamment du Burkina Faso, sa reconnaissance en Tunisie mérite d'être interrogée. L'hypothèse selon laquelle l'immigration ivoirienne en Tunisie serait une simple conséquence des crises politiques des années 2000 doit être discutée au regard des mutations plus générales touchant les migrations intra-africaines. De ce point de vue, l'analyse de cette dynamique migratoire, outre sa contribution au champ des recherches sur les migrations intra-africaines, soulève un enjeu paradoxal, mais symptomatique du processus de mondialisation touchant le continent africain (Ndiaye et Robin, 2010) : la Tunisie, un pays d'émigration se voit aujourd'hui connecté à un pays d'immigration, la Côte d'Ivoire. Cet état de fait montre que, dans le cadre de la mondialisation, l'ordre migratoire hérité de la période postcoloniale (Antil *et al.*, 2016) semble soumis à de nouvelles mutations.
- 4 À partir d'une enquête ethnographique multi-située, menée de janvier 2016 à décembre 2019, entre la Tunisie et la Côte d'Ivoire⁷, cet article se propose d'interroger les ressorts socio-spatiaux de ce phénomène migratoire : autour de quelles filières migratoires s'articulent ces mobilités ? Quelle place occupe la Tunisie dans les stratégies des voyageurs ivoiriens et autour de quels espaces se tissent leurs mobilités ? Loin de la figure du « réfugié » ou du « migrant en transit » au Maghreb, qu'est-ce que ces voyageurs et voyageuses ainsi que leurs pratiques de la mobilité nous disent des transformations plus globales des migrations intra-africaines ?
- 5 Cet article, tout en restituant l'épaisseur historique des dynamiques migratoires tissées entre la Tunisie et la Côte d'Ivoire s'intéressera, au travers des profils migratoires, à l'histoire sociale de cette mobilité. Nous interrogerons plus spécifiquement les logiques sociopolitiques à l'origine de la mise en mouvement de ces populations et la manière dont ces logiques ont influencés leurs stratégies d'insertions socio-spatiales.

La Tunisie dans les stratégies migratoires ivoiriennes : un petit Nord dans les Suds

- 6 La Tunisie et la Côte d'Ivoire, anciennes colonies françaises, proposent également à l'analyse des croisements dans leurs histoires postcoloniales : non-alignés, mais très proches géopolitiquement de l'ancienne puissance colonisatrice, ces deux pays ont défendu à leur manière, une certaine idée de ce que devait être le développement en situation postcoloniale, l'houphouëtisme et le bourguibisme constituant tous les deux des modèles ayant fondé leur essor économique sur un modèle politique autoritaire et dirigiste. De ce fait, la coopération internationale entre les deux pays, bien que faible, a toujours été constante comme en témoigne la forte amitié liant Habib Bourguiba et Fé

lix Houphouët Boigny⁸. Cette relation, bien comprise de la part des deux États, a débouché sur certains accords facilitant leurs échanges diplomatiques et économiques. Ainsi, c'est dans le cadre d'accords multilatéraux de coopération régionale, tels que la CEN-SAD et le NEPAD (Aïvo, 2009), que la Tunisie et la Côte d'Ivoire ont été signataires d'accords de libre circulation (et non d'installation) pour leurs ressortissants respectifs. En 2015, la Côte d'Ivoire est une destination de choix pour les entrepreneurs tunisiens et fait partie des trois pays africains totalisant près de 50 % des exportations tunisiennes en Afrique (BTP, industries manufacturières, agriculture) (Auge, 2019).

- 7 Ces échanges économiques s'enchaînent à des dynamiques migratoires dont le point marquant se situe dans une série d'événements ayant eu lieu au début des années 2000. En effet, la relation ivoiro-tunisienne s'est caractérisée depuis les indépendances par des migrations dites « élitaires », de cadres d'entreprises ou de hauts fonctionnaires ivoiriens venus se former dans la prestigieuse École nationale d'administration, basée à Tunis (Pellicani et Palmisano, 2002). À ces quelques fonctionnaires s'ajoutaient plusieurs centaines d'étudiants et étudiantes venus poursuivre leur cursus dans le secteur de l'enseignement supérieur tunisien, public et privé, alors en plein développement (Mazzella, 2009). Peu de sources existent à ce sujet, mais il apparaît que jusqu'au début des années 1990, la Tunisie n'accueillait, pour ainsi dire, quasiment pas de personnes immigrées en provenance d'Afrique subsaharienne.
- 8 Le 5 février 2003, suite à la montée des violences à Abidjan⁹, les Nations unies décident de l'évacuation d'urgence du personnel de la Banque africaine de développement (BAD), installée à Abidjan, vers la Tunisie. 960 personnes (en majorité ivoiriennes) s'installent à Tunis, accompagnées de leurs enfants (près de 800) ainsi que de leur personnel de maison. *In fine*, ce sont plus de 2000 personnes qui arrivent en Tunisie (Boubakri et Mazzella, 2005, p. 158) et qui, de fait, participent à réintroduire une altérité réduite au silence par le modèle politique et identitaire de l'ère Bourguiba (Pouessel, 2014 ; Boissevain, 2014)¹⁰. Dans les années qui suivent, cette présence ivoirienne a servi de point de fixation à plusieurs milliers de personnes subsahariennes et ivoiriennes, certaines de passage, d'autres plus aventurières (Bredeloup, 2008) et désireuses de s'installer plus durablement dans le pays. Il semble ainsi que la délocalisation de la BAD a contribué à installer la Tunisie comme possible destination dans les imaginaires migratoires d'une partie aisée de la population ivoirienne, par contraste avec d'autres pays de la sous-région considérés comme moins prestigieux.
- 9 Les quelques Ivoiriens installés depuis plus de dix années qui ont été interrogés sur cette présence en Tunisie font coïncider l'augmentation du nombre de ressortissants ivoiriens et ivoiriennes en Tunisie avec la délocalisation de la BAD. Dès la fin des années 2000, des anciennes femmes de ménage ivoiriennes, restées en Tunisie après le retour de la BAD à Abidjan en 2014, se seraient saisies de l'existence d'un marché de la domesticité en forte tension dans une partie de la bourgeoisie tunisienne pour faire venir des compatriotes à la recherche d'emplois à l'étranger.
- 10 Cette dynamique migratoire, encore résiduelle à cette époque, a trouvé ensuite dans la crise postélectorale ivoirienne de 2011 et ses conséquences, de nouvelles populations à travers lesquelles se développer. En effet, la « mise au ban » d'anciens cadres du Front populaire ivoirien (FPI) ou de la FESCI¹¹, proches de Laurent Gbagbo, a entraîné certains d'entre eux à quitter la Côte d'Ivoire. L'appropriation de l'administration et de l'appareil d'État par Alassane Ouattara et ses proches a momentanément coupé l'accès privilégié

aux ressources politiques dont bénéficiaient ces personnes, considérées comme soutien de Laurent Gbagbo. Plusieurs milliers d'individus ont vécu ce changement comme une exclusion sociale à laquelle la mobilité internationale semble être apparue comme une stratégie de substitution.

- 11 S'il est difficile d'établir les profils précis des soutiens de l'ancien président Gbagbo, comme ceux de son successeur Alassane Ouattara, des travaux ont montré que les appartenances politiques ont pendant longtemps été articulées aux gradients de l'ethnicité¹² et de sa géographie (Babo, 2010 ; Roubaud, 2003). Les régions du centre et de l'ouest forestier, à majorité Bété et Baoulé, ont été caractérisées par leur opposition politique au parti d'Alassane Ouattara et leur soutien à Laurent Gbagbo (Bouquet, 2007). En Tunisie, notre enquête établit une forte représentation d'individus originaires de ces deux régions et se revendiquant de ces groupes ethniques : ainsi les Bété et groupes affiliés (Guéré et Dida), situés dans la région de Gagnoa, représenteraient 37 % des effectifs observés en Tunisie¹³ ; quant aux Baoulé, provenant de la région de Gagnoa et de Dimbokro, ils constitueraient 32 % des effectifs observés au sein du groupe des Ivoiriens en Tunisie. Les discours tenus par les personnes enquêtées sur les facteurs ayant participé de leurs mobilités en Tunisie corroborent nos données plus quantitatives et témoignent de la grande place faite à l'ethnicité et à ses traductions politiques. C'est le cas de Noé, ancien étudiant de la FESCI, dont le propos se distingue de celui des autres Ivoiriens et Ivoiriennes présents, notamment par sa radicalité :

Je vais te dire quelque chose que tout le monde sait ici, mais on n'en parle pas. Tu veux savoir pourquoi on a quitté la Côte d'Ivoire ? Moi tu sais ce que je fais aujourd'hui ? Je suis chauffeur. Je transporte des produits de Sfax à Sousse, tous les jours. En Côte d'Ivoire, j'ai un Master en littérature. J'ai étudié Victor Hugo moi [rire]. Et ici je fais ça. [...] Moi, je suis venu en Tunisie parce qu'en Côte d'Ivoire, nous, on est traqué. On est traqué parce qu'on a soutenu le régime de l'ancien président qui est aujourd'hui à La Haye, à la CPI. Et jusqu'à présent je le soutiens encore. [...] J'ai été traqué par les rebelles. On m'a accusé d'avoir pris les armes, pourquoi ? Parce que j'étais étudiant et que j'ai toujours dit haut et fort que je soutenais Gbagbo. En face, il n'y a que des tarés et des analphabètes qui ne comprennent rien, c'est pour ça qu'on est venu ici¹⁴.

- 12 Si le discours de Noé est volontairement emphatique, il renvoie cependant à la réalité d'une partie de la société ivoirienne pour laquelle les traces du concept d'ivoirité sont toujours présentes. L'usage d'une terminologie violente pour désigner les « gens du nord » fait écho à la fin de la domination akan¹⁵, engagée par la mort de Felix Houphouët Boigny et conclue par l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara.

« L'ivoirité [...] tend, sans jamais le signifier explicitement, à sauvegarder le positionnement akan soumis, avec la démocratisation, à une perte d'influence dans la course devenue plus concurrentielle au contrôle de l'appareil d'État. Dans sa version tribale, le projet "ivoiritaire" tente de préserver le positionnement politique akan dans l'arène politique. Cette première version hérite de l'houphouétisme la prédisposition naturelle des akans à diriger les autres ; prédisposition qui tend socialement à être légitimée par près de quatre décennies d'expérience de pouvoir sous la houlette d'un akan, Félix Houphouët-Boigny » (Akindès, 2008, p. 45).

- 13 Le discours de Noé est symptomatique de ce sentiment d'affront, mais il ne doit pas voiler pour autant d'autres facteurs ayant poussés les Ivoiriens et Ivoiriennes à prendre la route de la Tunisie. Car, si le facteur ethnopolitique est souvent mis en avant, il ne peut résumer à lui seul cette dynamique migratoire. Au-delà d'un rapport au politique, l'ethnicité en Côte d'Ivoire (et ailleurs) est aussi et surtout « un canal par lequel se réalise

la compétition en vue de l'acquisition de la richesse, du pouvoir et du statut » (Bayart 2006, p. 82). De ce point de vue, l'ethnicité renvoie à une certaine conception de la réussite sociale.

- 14 Certes, la Tunisie a été considérée comme un des pays les plus faciles d'accès, vers lequel des possibilités professionnelles étaient raisonnablement envisageables, mais l'attractivité de cette destination s'explique aussi par les conditions de voyage vers la Tunisie. En effet, la « route tunisienne » se distingue de la réalité de la plupart des mobilités intra-africaines, souvent caractérisée par la corruption des agents aux frontières, les tracasseries administratives et la rudesse du voyage terrestre. Pour migrer depuis la Côte d'Ivoire vers la Tunisie, un simple billet d'avion et un passeport suffisent. Cet état de fait trouve un écho particulièrement important du point de vue symbolique parmi les populations de l'Ouest ivoirien qui n'ont que peu pratiqué la mobilité internationale¹⁶ et qui ont toujours regardé, d'un œil moqueur, les « gens du Nord » ou étrangers emprunter les difficiles routes frontalières et leurs lots de difficultés. Ainsi, Christelle, se présentant comme une Ivoirienne baoulé, arrivée en octobre 2016 et travaillant comme femme de ménage dans une famille tunisienne, explique sa migration et la présence ivoirienne en ces termes :

Tu sais, nous les Ivoiriens, on ne part pas comme ça. On n'a jamais fait ça. C'est les étrangers qui viennent chez nous, les Sénégalais, les Maliens, les Burkinabés... Tous ceux que tu vois là, ils sont venus à cause d'Alassane. Il a volé le pays. Aujourd'hui, c'est que des gens du Nord dans le gouvernement, ils sont partout¹⁷ !

- 15 Comme pour Noé, le discours de Christelle se base sur l'idée que l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara a généré un changement dans les représentations de l'accès aux ressources de l'État. Ce discours appuie la thèse selon laquelle l'ethnicité est une donnée mobilisée avant tout dans un rapport au politique mais il établit aussi une distinction sociale basée sur le rapport à la mobilité. Le « nous », sous-entendu les « vrais Ivoiriens », ne migreraient pas et s'oppose aux « autres » les étrangers qui, eux, migraient en Côte d'Ivoire. Dans son imaginaire, la pratique de la mobilité intra-africaine renvoie à une construction identitaire trouvant son origine dans le registre de l'ivoirité. Dans cette logique, l'attribution de la citoyenneté et la légitimité politique est basée sur le critère ethnique, souvent préjugé, en Côte d'Ivoire, à partir du patronyme. En Tunisie, ce raisonnement est reproduit et s'alimente de multiples mediums, dont des photomontages listant, sur la base de leurs patronymes, les responsables de l'État, considérés comme majoritairement « nordistes » selon eux :

.....DU JAMAIS VU EN COTE D'IVOIRE....

DG de l'ENA : TRAORE SALAMATA
 DG de la SIR : CAMARA THOMAS
 DG de la SICOGI : CAMARA LOUKIMANE
 DG de l'ANASUR : OUATTARA SARRAHN
 DG de la DST : DIOMANDE INZA
 DG de la DOUANE : COULIBALY ISSA
 DG du TRESOR PUBLIC : KONE ADAMA
 DG de l'ENS : SIDIBE VALY
 DG de la POSTE : KONATE MAMADOU
 DG des EAUX et FORETS :KONE YAMANI
 DG de la CAISSE d' EPARGNE : DIABAGATE MAMAH
 DG du CHU de TREICHVILLE : SANOGO IBRAHIMA
 DG du CHU de YOPOUGON : KEITA KADER
 DG du PATRIMOINE de l'ETAT : BAMBA ISSIAKA
 PREFET d'ABIDJAN : DIAKITE SIDIKI
 PCA Air Cote d'Ivoire: Gle Coulibaly
 DG du Fond d'Entretien Routier : SIANDOU FOFANA
 DG de la LONACI : ISSIAKA FOFANA
 DG de l'AGEROUTE BOUAKE FOFANA
 DG de la SOTRA : BOUAKE MEITE
 DG de la RTI : BAKAYOKO AMHADOU
 DG du PORT D'ABIDJAN : HIEN YACOUBA SIE
 DG du PORT DE SAN-PEDRO : LAMIZANA HILAIRE
 DG de la SONATT : TRAORE ISSOUF
 DG de l'AGEFOP : TRAORE BAMOUDIEM
 DG du CONSEIL DU CAFE-CACAO : TOURE-LITSE MASSANDJE
 DG des RENSEIGNEMENTS GENERAUX : TOURE SEYDOU
 DG de la BNI : TOURE MALICK
 President du Conseil Constitutionnel: Kone Mamadou
 Mediateur de la République: M. N'Golo Coulibaly

Figure 1 : Photomontage circulant entre des Ivoiriens en Tunisie.
 Sfax, juin 2018.

- 16 Ce type de photomontage met en scène le registre de « l'exclusion politique » mobilisé par ces catégories d'Ivoiriens et d'Ivoiriennes. En illustrant l'accaparement des structures de l'État (administrations, entreprises publiques...) par des personnalités jugées « nordistes », il renvoie au sentiment d'une marginalisation politique. Toutefois, ce discours sur une immigration ivoirienne composée « d'exclus » de la citoyenneté doit être fortement nuancé, d'autant que peu de ces Ivoiriens reconnaissent avoir profité d'un système inégalitaire (fondé sur le parti unique) dans lequel ce qu'ils considèrent comme « leur » groupe ethnique aurait été favorisé dans l'accès aux ressources politiques (Memel-Fotê, 1999 ; Akindès, 2008). Un constat qui s'ajoute aussi au fait que leurs territoires d'origine sont structurellement mieux dotés en infrastructures publiques que ceux du nord du pays (Akindès, 2000 ; Proteau, 1997). Par ailleurs, pour nuancer également la thèse d'une homogénéité du groupe des « exclus » de la citoyenneté, si les Baoulé (et plus largement le groupe Akan) ont certes formé un groupe longtemps dominant, du point de vue politique et démographique, (Chauveau et Dozon, 1987, p. 263), c'est moins le cas des Bété, qui ont été relativement marginalisés jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo, en 2000.
- 17 Enfin il est important de souligner l'existence d'autres conflictualités traversant la société ivoirienne, moins soulevées par les enquêtés, mais qui nous semble important dans la compréhension de ces mobilités. En effet, comme le montre Léo Montaz à partir d'un travail ethnographique chez les jeunes Bété dans la région de Gagnoa, leur accession aux structures de pouvoir s'ancre dans un processus multi conflictuel : aux différends autour de la présence étrangère et du statut que cela implique dans l'accession à la terre s'ajoutent des affrontements de nature générationnelle (Montaz, 2017). Pour ces jeunes, aux profils similaires à ceux venus en Tunisie, la construction de stratégies de réussite

sociale ne passe pas par une mobilité à l'étranger, mais par un retour au village et à la terre (Beauchemin 2001, p. 181). Or, ces retours sont producteurs de divergences dans la mesure où ils bousculent l'ordre social historique de ces territoires, encore tenus dans leur majorité par les aînés (Montaz, 2020). Dans ce contexte, l'usage récurrent du registre de l'ethnicité par les enquêtés, s'il renvoie à une certaine réalité démographique, semble surtout servir à la production d'une identité collective en migration, spécifique à l'histoire sociale de ces Ivoiriens et Ivoiriennes. L'ethnicité apparaît donc comme un élément mobilisable, fluide, et décrit, plus qu'un rapport à l'autre, un rapport à l'État et à l'accès au jeu politique (Bayart, 2006, p. 86).

Les contours d'un groupe stratégique en mobilité

- 18 *In fine*, les récits croisés de ces voyageurs invitent à émettre l'idée que, derrière cette nouvelle dynamique migratoire, se joue aussi et surtout la constitution d'un « groupe stratégique » (Olivier de Sardan, 1995, p. 179) qu'on pourrait qualifier de « en situation de mobilité »¹⁸. Face à la problématique commune du déclassement social, ces personnes ont vu dans la mobilité l'opportunité de construire de nouvelles stratégies de réussite sociale (Banégas et Warnier, 2001). Cependant, pour bien saisir l'importance et la signification de ces changements, il faut aussi comprendre comment historiquement, ces figures sociales se sont construites. Pourquoi, chez ces populations, les pratiques de la mobilité à l'intérieur du continent africain ont-elles pendant longtemps été symboliquement associées à la pauvreté et à des stéréotypes sociaux infériorisant ? Comment des hiérarchies sociales se sont-elles cristallisées autour d'imaginaires migratoires ? En Côte d'Ivoire et peut-être plus qu'ailleurs, la construction des identités politiques (et leurs traductions ethniques, en contexte colonial) s'est faite au prisme des mobilités. Comme le soulignent Jean-Pierre Dozon et Jean-Pierre Chauveau (1985, p. 67) :

« Les migrations, les déplacements de populations d'une région à l'autre ont redistribué les cartes du paysage socioculturel de la zone forestière (dans certaines régions de l'ouest forestier, les allochtones, sont plus nombreux que les autochtones) [...], l'intensification de ces migrations, de ces rapports entre originaires et étrangers a donné une nouvelle dimension aux identités ethniques, celle de se décliner dorénavant dans le cadre d'un ensemble qui les dépasse toutes, d'une société ivoirienne en procès ou chacune évolue dans ses rapports et ses confrontations avec les autres. »

- 19 Les Bété et Baoulé, respectivement autochtones et autochtones/allochtones, ont connu, à des moments différents, des modalités d'accès privilégiées aux instances de redistribution des ressources. Pour les Bété, la propriété terrienne et la rente économique qu'elle représentait ont constitué pendant longtemps l'horizon professionnel privilégié. La rente agricole a permis une scolarisation importante des générations suivantes. Pour les Baoulé, le travail et la propriété terrienne ont aussi constitué des itinéraires d'accumulation importants, auxquels se rajoutait un accès historiquement facilité à la fonction publique (Conte, 2005, p. 221). Loin d'être figés, ces accès de type clientéliste ont contribué à façonner des itinéraires de réussites sur plusieurs générations (Miaffo et Warnier, 1993, p. 63 ; Bayart, 2014, p. 56). C'est ce qu'Hermann, entrepreneur revenu en Côte d'Ivoire après dix années passées en Tunisie explique :

C'est vrai que certains sont partis pour des raisons politiques ou autres, mais au fond, c'est surtout qu'entre la génération de mes parents et la mienne, les choses ont changé quoi. Mon papa par exemple, il avait son bureau. Et à l'époque, c'était ça

la réussite ! Pour nous, tu avais "ton bureau" [rire], tu travaillais dans l'administration, pour l'État... C'était normal ! Il n'y avait pas cet esprit d'entreprise, d'entrepreneuriat, ce côté où tu te bats pour réussir par toi-même. Y avait pas de commerçants, de *business man* chez nous, c'était les gens du nord ça. Chez nous, ça n'existait pas en fait, parce que tu savais que si tu faisais des études, tu avais un poste, ton salaire, même un logement ! Nous, on est les premiers à avoir compris que dans la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui, ça tombait plus tout cru¹⁹.

- 20 Le discours d'Hermann invite à considérer l'impact du changement de régime en 2011 dans une autre perspective. À la fin du modèle clientéliste ayant favorisé les membres apparentés à ces deux groupes ethniques, s'ajoute celle de la fin du modèle de la fonction publique pour toutes et tous (Conte, 2005, p. 225), qui n'est d'ailleurs pas propre à la Côte d'Ivoire (Banégas, 2003, p. 81). Il semble donc qu'au-delà d'un processus de rééquilibrage ethnique à l'œuvre depuis 2011, le modèle ivoirien de réussite dont bénéficiaient ces populations soit surtout victime des réformes économiques d'inspiration néolibérale ayant réduit, au minimum, la part de l'État dans l'économie. Dans un contexte où la pratique de la « débrouille » ne suffit plus à compenser les logiques de déclassement social, la mobilité à l'étranger ainsi que l'investissement dans des projets entrepreneuriaux ont fini par apparaître comme une nouvelle manière de réussir. Ces stratégies permettent dans le même temps d'acquérir un nouveau statut social et de s'extraire des rapports de dépendances familiaux et sociaux dans lesquels les descendants étaient insérés jusqu'alors (Bredeloup, 2014, p. 57).
- 21 Dans les représentations sociales des Bété et Baoulé, « partir en migration », « se chercher » et chercher la « réussite »²⁰ ailleurs étaient des pratiques et stratégies réservées aux populations considérées comme socialement inférieures. Ainsi, chez les Abidjanais, les étrangers ouest-africains ont pendant longtemps occupé les segments les plus précarisés de la société (et dans lesquelles l'infériorité sociale était très marquée). L'adoption, par ces groupes, de ces pratiques de mobilités semble mettre en lumière un changement des « imaginaires politiques du succès » (Banégas et Warnier, 2001), qu'on pourrait définir comme « l'ensemble des référents sociaux, des repères de moralité construits par rapport à des modèles, ainsi que les perceptions portant sur les modalités de l'ascension sociale, qui sont partagées collectivement et que les sujets prennent "pour du réel" » (Vampo, 2020, p. 36). Les stratégies migratoires des Baoulé et Bété étudiées en Tunisie montrent plus précisément que les pratiques de mobilité, longtemps accolées à l'infériorité sociale et donc corollaires des hiérarchies historiques, ont fini par s'imposer comme valeurs sociales dominantes dans la société ivoirienne. Ces valeurs s'incarnent autant dans l'adoption d'un certain éthos du migrant-entrepreneur que par les routes qu'il se doit de prendre.
- 22 Pour ces primo-migrants, le voyage, pour constituer un marqueur d'ascension, doit s'inscrire dans la légalité. L'emprunt de la voie aérienne constitue en lui-même un moyen de se distinguer du statut social des autres voyageurs subsahariens qui prennent, eux, majoritairement la route terrestre. Une différence essentielle selon Gladys, arrivée en 2017 à Sfax où elle alterne plusieurs emplois journaliers :

Faut savoir que nous les Ivoiriens, on vient pas mendier ici là en Tunisie. On vient rien mendier. Nous on vient travailler ici ! Tout le monde bosse. Mon frère là il passe la journée à faire le bois, moi-même je me casse le dos au ménage. Nous ici, on est tous venus avec un passeport, comme les Tunisiens ils viennent en Côte d'Ivoire. On a pris l'avion, tout dans les règles. Est-ce qu'au fait les Français ils sont traités comme ça ? Dans n'importe quel pays du monde²¹ ?

23 Comme certains de leurs aînés, partis faire leurs études en Europe ou aux États-Unis, ces Ivoiriens prennent l'avion pour se rendre, non plus vers ces "grands" pays du Nord, mais vers un nouveau Nord, presque aussi loin, mais plus facile d'accès et encore peu exploré. Si l'itinéraire migratoire et les modalités de circulations constituent les premiers marqueurs sociaux de la réussite, ils s'ancrent également dans un projet migratoire à visée entrepreneurial. La mobilité rime ainsi avec l'accumulation capitaliste et est au fondement de ces stratégies migratoires de distinction. Comme chez beaucoup de personnes en migration, peu importe les réelles conditions de vie tant que la réussite en migration est socialement diffusible et communicable. On peut observer sur les réseaux sociaux ou dans les boucles WhatsApp, des photos des grands hôtels de Tunis ou Sfax, des voitures de luxe ou tout simplement des bâtiments évoquant une architecture moderne, symboles du caractère développé du pays et souvent opposé à l'image du "village ivoirien" (Warnier, 1999, p.108). La Tunisie serait donc en passe de devenir une destination de réussite, une terre d'opportunités pour cette catégorie d'Ivoiriens et d'Ivoiriennes. C'est ce qu'affirme Gabriel, membre d'une association locale et présent à Sfax depuis 2009.

En fait, au début, c'était beaucoup de femmes qui travaillaient dans le domaine domestique, chez des familles pour faire le ménage ou pour s'occuper des personnes âgées puis après ça a carrément touché tous les secteurs professionnels quoi, donc en même temps que la demande a augmenté en Tunisie, il y a eu de plus en plus d'Ivoiriens qui sont venus à tel point qu'aujourd'hui, c'est carrément un choix en fait, de venir vivre en Tunisie, on se dit qu'au tout début, c'est difficile et peut-être qu'avec le temps ça va s'améliorer²².

Des territorialités discrètes : des marges urbaines tunisiennes aux nouvelles centralités ivoiriennes

24 Si les stratégies migratoires ivoiriennes sont fondées autour d'une aspiration de réussite sociale, elles se retrouvent confrontées, dans le contexte tunisien, aux conditions sociales réservées aux populations migrantes. L'impossibilité d'obtenir une carte de séjour, la barrière linguistique et religieuse auquel s'ajoute, pour certains de nos interlocuteurs, le sentiment d'être victime de racisme, constituent autant de contraintes avec lesquelles composer. Ainsi, les stratégies d'insertion socioterritoriales sont élaborées à partir de ces contraintes et des ancrages construits par les anciens migrants depuis le milieu des années 2000. La répartition géographique de cette population appuie le constat qu'au-delà de ses accroches historiques à la capitale, via l'installation de la BAD et des premiers réseaux migratoires, elle s'est désormais développée dans la plupart des grandes agglomérations littorales : de Sfax à Tunis, l'immigration ivoirienne prend place et multiplie les signes d'un ancrage semblant démentir l'hypothèse selon laquelle elle ne serait construite qu'en direction de l'Europe. Fait urbain visible, elle s'est imposée à la société tunisienne à travers l'émergence de nouvelles pratiques sociales. Parmi celles-ci, les pratiques commerciales apparaissent comme celles symbolisant le plus cette insertion. Au marché de la Soukra, dans la banlieue nord de Tunis, j'ai pu constater au cours de mon enquête qu'au milieu des dizaines d'échoppes tenues par des commerçants tunisiens, on peut observer plusieurs Ivoiriens et Ivoiriennes écoulant des produits ouest africains introuvables en Tunisie.



Photo 1 : Stand tenu par un Ivoirien au marché de la Soukra. Tunis, mars 2019. Auteure : Camille Cassarini.

- 25 Épices, légumes secs et attiéké²³ conditionnés en sacs plastiques côtoient des produits capillaires dédiés aux “coupes afro” et des produits cosmétiques destinés à « blanchir » la peau. Au cours de mon enquête au marché de la Soukra en mars 2019, une dizaine de stands ivoiriens se répartissent la commercialisation de ces produits avec l’objectif de ne pas seulement s’adresser aux consommateurs ivoiriens. Entre deux clients, celui qui se fait appeler Brou explique son activité et souligne l’intérêt croissant qu’elle suscite auprès de la clientèle tunisienne :

Là je suis ici parce que le Tunisien à côté, il me loue sa droite, par terre. Donc là j’ai droit de mettre mes produits. On fait tous comme ça ici !

Tant qu’on vend pas les mêmes produits qu’eux, ils nous tolèrent. Même les policiers, ils passent et ils nous disent rien. Tranquille ! [...] Y a pas que les Noirs qui achètent hein, les produits pour la peau, les cheveux... tu as plein de Tunisiennes qui achètent²⁴.

- 26 Certes, spatialement, la présence commerçante ivoirienne n’a rien de spectaculaire. Elle est, à l’image de leur place dans la société tunisienne, reléguée et interstitielle. Là où les commerçants tunisiens disposent de solides échoppes métalliques, les Ivoiriens sont limités à un drap à même le sol. Tolérée, mais infériorisée, la présence ivoirienne s’est peu à peu imposée dans cette banlieue du nord de Tunis et à l’image des activités de ce commerçant, la présence ivoirienne n’est plus qu’une simple curiosité pour certains Tunisiens et Tunisiennes, elle suscite un ensemble d’interactions sociales. À la lisière de Marsa, ville prisée par la bourgeoisie tunisoise et européenne, c’est dans le quartier de Bhar Lazreg que l’essentiel des Ivoiriens s’installe, au moins les premiers temps.



Photo 2 : Quartier d'habitation des Ivoiriens, Bahr Lazreg, Tunis, février 2019.
Auteurs : Camille Cassarini, Vincent Letourneur.

- 27 Ce processus d'installation suit peu ou prou les logiques d'insertion ayant précédé l'intégration urbaine des populations tunisiennes rurales dans la capitale au cours des années 1990. L'arrivée de l'immigration ivoirienne en Tunisie s'articule ainsi à l'histoire et à la géographie particulière de ce quartier, où la faible présence policière répond à l'importante économie informelle. D'abord nourri par l'importante immigration intérieure et rurale des années 1990, ce sont sur des terrains agricoles abandonnés que les premières constructions ont lieu. Bhar Lazreg est progressivement devenu l'espace d'accueil des populations néotunisoises les plus pauvres du pays, qu'elles soient tunisiennes ou étrangères, principalement en raison de sa proximité avec l'important gisement d'emplois précaires dans la commune voisine de la Marsa.
- 28 De Sousse à Gabès, toutes les villes tunisiennes accueillent aujourd'hui une population africaine et ivoirienne et ce n'est pas un hasard si Sfax est particulièrement concernée par ces nouvelles arrivées. Cœur industriel de la Tunisie, réputée pour son industrie phosphatière et ses puissants réseaux entrepreneuriaux, l'agglomération sfaxienne se démarque par son dynamisme économique.
- 29 C'est dans les marges de cette ville que les réseaux migratoires ivoiriens ont pris position au cours de l'année 2013/2014, avant de s'y développer très rapidement dans les années suivantes. La jonction faite entre les réseaux d'entrepreneurs-voyagistes ivoiriens et les réseaux de la bourgeoisie entrepreneuriale sfaxienne a permis la création d'un marché de l'emploi faiblement qualifié, attirant durablement à Sfax. Ces entrepreneurs-voyagistes ont une place particulière dans le champ migratoire. Ils occupent, pour la plupart, des emplois normaux mais développent, en parallèle, une activité d'intermédiation rémunératrice entre les employeurs tunisiens et leurs compatriotes ivoiriens. Cette activité va de la simple mise en relation pour un emploi à l'organisation, de bout en bout, du voyage. De l'achat du billet à la prise en charge à l'aéroport, ces intermédiaires proposent « clé en main » une migration de travail en Tunisie. C'est ce modèle de chaîne migratoire qui a permis, *in fine*, à plusieurs milliers d'Ivoiriens de s'installer en Tunisie.

À Sfax, loin de se cantonner à sa périphérie, elle s'est surtout diffusée et installée dans les multiples poches de pauvreté que la ville connaît.



Photo 3 : Quartier d'habitation des Ivoiriens à Sfax, Route de Tunis. Sfax, Mars 2019. Auteurs : Camille Cassarini, Vincent Letourneur.

- 30 Non loin du centre, mais souvent mitoyen des infrastructures industrielles, la plupart des Ivoiriens habitent des logements collectifs, de trois à quatre personnes et occupent des emplois faiblement qualifiés dans les entreprises de la ville. Des modes d'habiter (Baby-Collin, 2012, p. 2) qui influent grandement sur les trajectoires professionnelles de ces personnes. Après avoir travaillé comme gardien dans un entrepôt et vécu pendant quatre mois chez son employeur, Adam rejoint d'autres Ivoiriens et se voit proposer d'autres opportunités de travail, mieux payées et dans de meilleures conditions :

Bon j'ai déjà pu retrouver mes amis. Chaque soir on s'asseyait, on discutait, de la vie ici, du boulot dur... le dimanche, on allait à la messe puis on buvait un peu, on écoutait de la musique ivoirienne ! Ça me plaisait ! Quand je suis allé là-bas, j'ai décidé de laisser le monsieur parce qu'il voulait pas augmenter le salaire. Un pote m'avait donné un contrat pour faire le lavage auto, 20 dinars par jour. Tu vois, par mois, je pouvais faire 600 dinars, mais c'était vraiment dur. Au bout d'un moment, j'ai lâché parce que là ils ont aussi refusé d'augmenter le salaire. Un autre ami m'a parlé d'un boulot dans l'artisanat [menuiserie], 25 dinars par jour et j'ai accepté. J'y suis encore aujourd'hui d'ailleurs.²⁵ »

- 31 Le témoignage d'Adam sur son itinéraire professionnel renvoie à la réalité, plus large, du secteur de l'emploi informel en Tunisie. Comme le souligne une étude réalisée en 2016 par le Bureau international du travail, le secteur informel en Tunisie représentait à cette date environ 900 000 emplois²⁶. À Sfax, à défaut d'un droit au séjour permettant un recrutement légal, le recours à une activité informelle (intermédiation, emploi journalier...) s'est généralisé chez les Ivoiriens.
- 32 D'ailleurs, les associations formées par les Ivoiriens tiennent à mettre en avant leur statut professionnel et défendent auprès des autorités et des organisations internationales la nécessité d'une régularisation des travailleurs ivoiriens et subsahariens. À Sfax, la principale structure représentative des travailleurs ivoiriens est l'Association des Ivoiriens actifs de Sfax (AIVAS) créée en 2016 par les habitants d'un

logement collectif à lasuite du décès d'un de leurs compatriotes. Yves, président de l'association justifie sa création en ces termes :

Ça a commencé parce qu'on a eu un problème... [...] Après le boulot, on sait pas ce qu'il a eu au travail, il est décédé pendant la nuit. On avait rien comme organisation, on a appelé l'ambassade, elle n'a pas bougé le petit doigt parce que d'après eux, comme il n'avait pas de carte consulaire, il n'était pas dans leurs fichiers. Il n'existait pas pour eux. Comme ici, on est une quarantaine, on a improvisé, on a vidé sa chambre, c'était la plus grande, et puis on a appelé beaucoup de monde pour faire une cotisation. Ensuite, avec le Père David, on a organisé l'enterrement ici. Tout s'est bien passé, mais on était sous le choc quoi. Après ça on s'est dit « et si on montait une association pour pouvoir

» Parce que la maladie peut toucher tout le monde ici, donc si X a un malheur ou un bonheur, il faut que tout le monde soit au courant. C'est parti comme ça. Donc on a fait une élection, on était deux à se présenter et c'est moi que les gens ont choisi.

On a créé un groupe d'amis sur Facebook, WhatsApp, tout le monde est connecté et s'entraider ? peut voir les messages « telle personne a été arrêtée aujourd'hui, telle personne a besoin d'un boulot, telle personne son bailleur l'a chassé de la maison... c'est un peu tout ça. »

- 33 Aujourd'hui, l'AIVAS compte plusieurs centaines de membres, dont une cinquantaine est particulièrement active. Si la structure est toujours officieuse et non-déclarée, elle n'en reste pas moins connue des autorités locales qui l'invitent régulièrement à des réunions jusqu'aux organisations humanitaires et internationales qui la considère

nt comme un relais privilégié de leurs dispositifs d'assistance. Sans locaux ni financements, c'est dans un local de l'église catholique de Sfax que l'association se réunit tous les dimanches. À la sortie de la messe, dont l'auditoire est majoritairement ivoirien, une partie du groupe se rend dans le local jouxtant l'église où se tiennent les réunions d'information à la communauté sur les nouvelles ainsi que sur les dispositifs d'aide proposés par les acteurs humanitaires locaux.

- 34 Au-delà de l'informalité apparente de l'AIVAS, les pratiques de cette association sont intéressantes en ce qu'elles disent des dynamiques d'ancrage et de territorialisation de la présence ivoirienne en Tunisie. La création de l'AIVAS fait écho aux stratégies migratoires des Ivoiriens en Tunisie. Elle participe d'un besoin de reconnaissance social et formalise l'histoire migratoire ivoirienne en Tunisie. En organisant des sociabilités en migration, elle est aussi productrice d'opportunités professionnelles et symboliques. L'histoire de cette association et de ces immigrés montre qu'aux transformations du champ religieux chrétien qu'ils ont entraînées par leur présence et leur fréquentation assidue (Boissevain, 2014), se joue une dynamique inverse. L'Église catholique, par sa position reconnue dans la société tunisienne sert de point d'ancrage à une immigration encore invisible et considérée comme irrégulière. À rebours de l'idée selon laquelle les Ivoiriens en Tunisie ne seraient qu'en « transit » vers les côtes européennes, l'exemple de l'AIVAS et sa défense d'un droit au séjour régulier montre que ces mobilités s'enchaînent depuis au moins dix ans autour de lieux et d'espaces identifiés et appropriés. À l'image du quartier de Takadoum à Rabat (Ntang et Peraldi, 2011), la présence ivoirienne, à Tunis ou à Sfax, s'articule autour de pratiques sociales creusant sa place dans la société. Comme le montrent d'autres recherches sur les modalités d'ancrage des populations dites « migrantes » en Afrique méditerranéenne (Khrouz et Lanza, 2015 ; Alioua, 2009 ; Bredeloup et Pliez, 2005), l'immigration ivoirienne en Tunisie constitue un espace social densément relié aux espaces locaux et participe de leurs transformations socio-urbaines. S'ancre-t-on pour mieux partir ou pour mieux rester ? Il est difficile de savoir de quoi

sera fait le futur de cette immigration en Tunisie, mais elle est déjà, dans l'histoire de nombreux ivoiriens et ivoiriennes, une étape de vie ayant ouvert des possibles et permis, parfois, un meilleur retour au pays.

Conclusion

- 35 En Tunisie, loin de l'idiote de la gestion internationale des migrations, se dessinent, « par le bas », les contours d'une nouvelle migration ivoirienne. Cette dynamique prend racine dans la courte histoire continentale de la libre circulation des personnes, dans laquelle, par des traités inaboutis, la Côte d'Ivoire et la Tunisie ont été signataires d'accords de libre circulation. À la faveur d'une série d'événements ayant relié ces deux espaces, des personnes qui n'avaient jamais migré ont décidé de « prendre la route » de puis la Côte d'Ivoire vers la Tunisie. On aurait tort de réduire la compréhension de ces dynamiques à une lecture uniquement politique et au changement de régime depuis Alassane Ouattara. C'est aussi parce que ce groupe d'Ivoiriens et d'Ivoiriennes partage, outre l'usage du registre de l'ethnicité, des origines géographiques et sociales communes, des pratiques migratoires ainsi qu'un certain imaginaire de la mobilité, qu'il est pertinent de le comprendre comme un groupe stratégique en mobilité.
- 36 Au-delà d'un exil choisi pour certains, ces voyageurs se sont justement transformés, à travers leur expérience de la migration, en une communauté de pratiques et de destin. Ces appartenances et leurs usages participent à la construction du groupe en situation de mobilité et de la transformation des imaginaires politiques du succès en Côte d'Ivoire. L'analyse de leurs logiques d'ancrage et de territorialisation permet de nuancer l'idée selon laquelle les migrations subsahariennes en Afrique méditerranéenne seraient uniformément structurées par la logique du « transit » vers les côtes européennes. Chez cette population, les stratégies d'ancrage sociospatial répondent aux nécessités imposées par les caractéristiques de leurs projets migratoires. L'entrepreneuriat, qui requiert un équilibre entre mobilité et ancrage, dessine le nouvel horizon du succès pour ces Ivoiriens et Ivoiriennes. Ainsi, depuis bientôt une vingtaine d'années, l'immigration ivoirienne s'ancre autour de dynamiques circulatoires.
- 37 Plus globalement, l'analyse de l'immigration ivoirienne en Tunisie s'inscrit dans les débats en cours autour de la compréhension des logiques migratoires intra-africaines. Elle invite ainsi à resituer ce débat dans une perspective africaine et continentale. En effet, contrairement aux représentations européo-centrées qui réduisent les migrations africaines au Maghreb à des dynamiques peu territorialisées ou en « transit », l'immigration ivoirienne en Tunisie appuie l'idée que ces migrations soulèvent avant tout des enjeux sociaux et politiques propres aux sociétés qu'elles connectent (Bava et Boissevain, 2014 ; Bredeloup, 2021).

BIBLIOGRAPHIE

AÏVO Frédéric-Joël, 2009, « La Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), acteur complémentaire ou concurrentiel de l'Union africaine ? », *Annuaire français de droit international*, vol. 55, n° 1, p. 469-495.

AKINDÈS Francis, 2008, « Racines des crises socio-politiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire » dans *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, (coll. » CODESRIA »), p. 25-61.

AKINDÈS Francis, 2000, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire : la paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible ? », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, p. 126-141.

ALIOUA Mehdi, 2009, *Le « passage au politique » des transmigrants subsahariens au Maroc*, Éditions Karthala.

ANTIL Alain, BERTOSI Christophe, MAGNANI Victor et TARDIS Matthieu, 2016, « Migrations : logiques africaines », *Politique étrangère*, n° 1, p. 11-23.

AUGE Benjamin, 2019, *La politique africaine de la Tunisie : entre opportunisme et opportunités non exploitées*, <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/lafrrique-questions/politique-africaine-de-tunisie-entre>

BABO Alfred, 2019, « Les réfugiés ivoiriens au Ghana : « rester ou retourner », une stratégie d'activisme transnational », *Migrations Société*, vol. 175, n° 1, p. 123-140.

BABO Alfred, 2010, « Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire », *Alternative Sud*, vol. 17, p. 95-118.

BABY-COLLIN Virginie, 2012, « Modes d'habiter sous contraintes. Migrants boliviennes dans les métropoles (Espagne - Etats-Unis) », *Historiens et géographes*, n° 419, p. 139-143.

BANÉGAS Richard, 2003, « L'épuisement du "laxisme-béninisme" » dans *La démocratie à pas de caméléon*, Paris, Karthala (coll. » Recherches internationales »), p. 65-91.

BANÉGAS Richard et WARNIER Jean-Pierre, 2001, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, vol. 82, n° 2, p. 5-23.

BARTH Fredrik, 1995, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in P. Poutignat, J. Streiff-Fenart (éd.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, p. 203-249.

BAVA Sophie et BOISSEVAIN Katia, 2014, « Dieu, les migrants et les États. Nouvelles productions religieuses de la migration », *L'Année du Maghreb*, n° 11, p. 7-15.

BAYART Jean-François, 2014, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard.

BAYART Jean-François, 2006, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard.

BEAUCHEMIN Cris, 2001, *L'émergence de l'émigration urbaine en Côte d'Ivoire : radioscopie d'une enquête démographique, 1988-1993*, Centre français sur la population et le développement, Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire.

BENSAÂD Ali, 2020, « Une présence africaine invisibilisée au Maghreb et au Moyen-Orient », *Migrations Societe*, N° 179, n° 1, p. 13-28.

BLION R. et BREDELOUP Sylvie, 1997, « La Côte-d'Ivoire dans les stratégies migratoires des Burkinabè et des Sénégalais » dans Bernard Contamin et H. Memel-Fotê (eds.), *Le modèle ivoirien*

- en questions : crises, ajustements, recompositions, Paris, Karthala (coll. » Hommes et sociétés »), p. 707-737.
- BOISSEVAIN Katia, 2014, « Migrer et réveiller les Églises : Diversification des cultes chrétiens en Tunisie¹ », *L'Année du Maghreb*, n° 11, p. 105-121.
- BOUBAKRI Hassen et MAZZELLA Sylvie, 2005, « La Tunisie entre transit et immigration : politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis », *Autrepart*, n° 4, p. 149-165.
- BOUQUET Christian, 2007, « Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 3.
- BREDELOUP Sylvie, 2021, « Migrations intra-africaines : changer de focale », *Politique africaine*, n° 161-162, n° 1, p. 427-448.
- BREDELOUP Sylvie, 2014, *Migrations d'aventures. Terrains africains*, CTHS.
- BREDELOUP Sylvie, 2008, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 125, n° 2, p. 281-306
- BREDELOUP Sylvie et PLIEZ Olivier, 2005, « Migrations entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, vol. 36, n° 4, p. 3-20.
- CASSARINI Camille, 2020, « L'immigration subsaharienne en Tunisie : de la reconnaissance d'un fait social à la création d'un enjeu gestionnaire », *Migrations Société*, n° 179, n° 1, p. 43-57.
- CHAUVEAU Jean-Pierre et DOZON Jean-Pierre, 1987, « Au coeur des ethnies ivoiriennes...l'État » dans *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan (coll. » Logiques Sociales »), p. 221-296.
- CONTE Bernard, 2005, « La responsabilité du fmi et de la Banque mondiale dans le conflit en Côte d'Ivoire », *Études internationales*, vol. 36, n° 2, p. 219-229.
- GEISSER Vincent, 2019, « Tunisie, des migrants subsahariens toujours exclus du rêve démocratique », *Migrations Société*, n° 177, n° 3, p. 3-18.
- GROS Julien, 2017, « Quantifier en ethnographe », *Genèses*, n° 108, n° 3, p. 129-147.
- HELLER Charles et PÉCOUD Antoine, 2017, «
- KHROUZ Nadia et LANZA Nazarena (eds.), 2015, *Migrants au Maroc : Cosmopolitisme, présence d'étrangers et transformations sociales*, Centre Jacques-Berque.
- MAZZELLA Sylvie, 2009, « Étudiants africains dans les universités privées tunisiennes : nouvelle figure de l'étudiant « international » », p. 20.
- MEMEL-FOTÉ Harris, 1999, « Un mythe politique des Akan en Côte-d'Ivoire : le sens de l'État » dans *Mondes Akan. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*, Paris, L'Harmattan, p. 21-42.
- MIAFFO Dieudonné et WARNIER Jean-Pierre, 1993, « Accumulation et ethos de la notabilité chez les Bamiléké » dans *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala (coll. » Hommes et sociétés »), p. 33-69.
- MONTAZLÉO, 2020, « Les « associations villageoises de jeunesse » en pays bété, Côte d'Ivoire. Stratégies d'accès aux pouvoirs et citoyenneté », *Ateliers d'anthropologie. Revue éditée par le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative*, n° 47.
- MONTAZLÉO, 2017, « « Manger pour soi-même » en zone forestière ivoirienne », *Afrique contemporaine*, N° 263-264, n° 3, p. 141-155.

NDIAYE Mandiougou et ROBIN Nelly, 2010, « Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest », *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1286-1287, p. 48-61.

NÉYA Sihé, 2019, « Le départ des Ivoiriens pour Ouagadougou au prisme du retour des Burkinabè de Côte d'Ivoire » dans *Se chercher en migration - Expériences burkinabè*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Mobilités Africaines »), p. 23-48.

NTANG Jean-Louis Edoué et PERALDI Michel, 2011, « Un ancrage discret : l'établissement des migrations subsahariennes dans la capitale marocaine » dans *D'une Afrique à l'autre : migrations subsahariennes au Maroc* Rabat, Paris, Palerme, Karthala. p. 37-54.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille, APAD (coll. « Hommes et Sociétés »).

PELLICANI Michella et PALMISANO Leonardo, 2002, « Le cas des migrations élitaires en Tunisie dans le cadre des migrations sud sud », *Statistica*, vol. LXII, n° 3, p. 553-569

POUESSEL Stéphanie, 2013, « Racisme et cosmopolitisme au Maghreb : l'implantation à Tunis de la Banque africaine de développement et le renouveau de la perception de l'autre », *Maghreb et sciences sociales*, p. 167-185.

PROTEAU Laurence, 1997, « Dévoilement de l'illusion d'une promotion sociale pour tous par l'école : un "moment critique" dans *Le modèle ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala, p. 635-653.

ROUBAUD François, 2003, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, p. 57-86.

SOUIAH Farida, 2019, « Corps absents : des fils disparus et des familles en lutte ? Le cas des migrants tunisiens », *Critique internationale*, N° 83, n° 2, p. 87-100.

VAMPO Charlotte, 2020, *Itinéraires de réussite de cheffes d'entreprise contemporaines au pays des « Nana Benz » de Lomé (Togo). Du modèle de l'empowerment des femmes par le marché à l'étude des rapports sociaux de sexe*, Université Paris Cité, thèse d'anthropologie.

WARNIER Jean-Pierre, 1999, « L'imaginaire du matériel » dans *Construire la culture matérielle*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 91-112.

NOTES

1. . Les *harragas* désignent, en arabe dialectal, le phénomène des « brûleurs de frontières », soit les jeunes souhaitant rejoindre les côtes européennes par la mer.

2. . L'article du média Nawaat intitulé « Enquête : entre la Côte d'Ivoire et la Tunisie, arnaques, trafic et esclavage » est assez représentatif des associations faites entre l'immigration ivoirienne, son irrégularité juridique et sa prétendue criminalité.

3. . <https://bété.tunisienumerique.com/tunisie-interpellation-dun-ivoirien-en-possession-de-54-kilos-de-marijuana/>

4. . Dans son rapport, Terre d'asile Tunisie mentionne que 66% des bénéficiaires de son aide sont de nationalité ivoirienne. Pour plus d'informations : https://maison-migrations.tn/images/Rapports_permanence/Rapport_annuel_2019_-_permanence_accueil_Terre_dAsile_Tunisie.pdf. L'ONG REACH évalue, quant à elle, à plus de 60% la proportion de ressortissants ivoiriens dans l'ensemble des populations subsahariennes en Tunisie. Pour plus d'informations : <https://>

bété.impact-repository.org/document/reach/386b767f/

reach_tns_report_tunisia_country_of_destination_and_transit_december_2018_fr_0.pdf

5. . Les données statistiques utilisées dans ce travail ont une vocation uniquement descriptive. Elles ont été récoltées tout au long du travail d'enquête et dans des lieux considérés comme s'appliquant au cas d'étude. Il s'agissait majoritairement des lieux récréatifs (bar et restaurants communautaires), associatifs et culturels. Pour plus de précisions sur les débats et la pertinence de l'utilisation des statistiques ethnographiques, se reporter à (Gros, 2017)

6. . L'OIM souligne que le nombre de ressortissants ivoiriens arrivant sur les côtes européennes est passé de 3772 en 2015 à 12 396 en 2016, soit une augmentation de 230 %. Notons que ce chiffre est retombé à environ 2000 personnes par an sur les années suivantes. Source : <https://dtm.iom.int/reports/rapport-de-profilage-des-migrants-ivoiriens>. Pour plus d'informations sur les enjeux relatifs à l'utilisation des statistiques par l'OIM : (Heller et Pécoud 2017)

7. . Cette enquête qualitative, qui s'est déroulée dans les villes de Sfax (lieu d'enquête principal), Médenine, Tunis et Abidjan, s'appuie sur des observations participantes et d'entretiens libres auprès de cours de laquelle 47 personnes en migration, majoritairement de nationalité ivoirienne ont été interrogés.

8. . *Le Monde*, 27/12/1973 : « M Bourguiba à Abidjan : le monde arabe pourrait financer le développement africain. ». https://www.lemonde.fr/archives/article/1973/12/27/m-bourguiba-a-abidjan-le-monde-arabe-pourrait-financer-le-developpement-africain_2558831_1819218.html

9. . <https://www.jeunefrique.com/70507/archives-thematique/la-bad-si-loin-d-abidjan/>

10. . Stéphanie Pouessel souligne que le modèle politique bourguibiste a cantonné l'hétérogénéité identitaire au récit national tunisien pour mieux le neutraliser au présent. Elle cite à ce propos : « On est homogène au nom d'une hétérogénéité ancestrale ».

11. . Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire. Pour plus d'informations sur la FESCI : Konaté, 2003

12. . En tant que construit social, situationnel et (re)négocié selon les contextes (Barth, 1995, p. 213)

13. . Ces données ont été relevées auprès de toutes les personnes rencontrées dans les différents lieux enquêtés entre 2017 et 2019.

14. . Entretien réalisé avec Noé, Sfax, mars 2017.

15. . Les Akan désignent un groupe ethnolinguistique présent en Côte d'Ivoire et dans plusieurs pays frontaliers. Il est le plus important groupe en Côte d'Ivoire.

16. . Hormis, pour certains dans le cadre de mobilités étudiantes dans les pays européens.

17. . Entretien réalisé avec Christelle à Sfax, Mars 2017.

18. . Jean Pierre Olivier de Sardan (1995, p. 179) définit le « groupe stratégique » comme une « hypothèse de travail du chercheur, comme une sorte de "groupe virtuel" qui nous aide à penser la convergence des stratégies entre certains individus dont on peut supposer qu'ils partagent une même position face à un même « problème ». [...] Contrairement aux définitions sociologiques classiques des groupes sociaux, les "groupes stratégiques" (virtuels ou réels) [...] varient selon les problèmes considérés, c'est-à-dire selon les enjeux locaux. Parfois ils renverront à des caractéristiques statutaires ou socio-professionnelles (sexe, caste, métier, etc.), parfois à des affiliations lignagères ou à des réseaux de solidarité ou de clientèle, parfois à des parcours biographiques et des stratégies individuelles. ».

19. . Entretien réalisé avec Herman à Abidjan, décembre 2020.

20. . Terme émique

21. . Entretien réalisé avec Gladys, Sfax, novembre 2018.

22. . Entretien réalisé avec Gabriel, Sfax, février 2019

23. . L'attiéké est un produit alimentaire ivoirien présenté sous forme de grains fins issus d'un travail de la racine de manioc.

24. . Entretien réalisé avec Brou à Tunis, Marché de la Soukra, Mars 2019.
25. . Entretien réalisé avec Adam à Sfax, novembre 2018
26. . <http://www.migration.nat.tn/images/pdf/etude-sur-l-emploi-formel.pdf>, p. 40
-

RÉSUMÉS

À l'instar des autres pays maghrébins, la Tunisie est, au moins depuis vingt ans, au cœur de circulations et de mobilités diverses en provenance de l'ensemble du continent africain, notamment de sa partie subsaharienne. À bas bruit, cette immigration majoritairement ivoirienne prend progressivement place dans la société tunisienne et soulève d'importants débats et enjeux sociaux. À rebours des représentations et des travaux sur des migrations dites « de transit » vers les côtes européennes, cet article – fondé sur une enquête ethnographique multisituée menée entre 2016 et 2019 – donne à comprendre les stratégies migratoires de ces hommes et femmes de Côte d'Ivoire, dans une perspective historique, ainsi que leurs logiques d'ancrage en Tunisie. Autour de quelles filières migratoires s'articulent ces mobilités ? Quelle place occupe la Tunisie dans les stratégies des voyageurs ivoiriens et autour de quels espaces se tissent leurs mobilités ? Et leurs insertions ? Loin de la figure du « réfugié » ou du « migrant en transit » au Maghreb, nous proposons d'analyser ce que ces voyageurs et voyageuses ainsi que leurs pratiques de la mobilité nous disent des transformations plus globales des migrations intra-africaines.

Dans un premier temps, cette contribution revient sur les modalités de positionnement de la Tunisie comme nouvelle destination de choix pour l'immigration ivoirienne. Elle montre que ces réseaux migratoires se sont construits à la faveur de la ré-installation de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Tunis, à la suite du conflit en Côte d'Ivoire et de l'arrivée de plusieurs centaines d'ivoiriens et d'ivoiriennes dans le pays. Ces primo-arrivants ont réussi à investir plusieurs secteurs professionnels et à développer un tissu relationnel entre la Côte d'Ivoire et la Tunisie. C'est à partir de leurs réseaux qu'à la fin des années 2000, de plus en plus de ressortissants ivoiriens ont choisi de venir en Tunisie.

La deuxième partie de cet article revient sur le rôle qu'a joué le changement socio-politique en Côte d'Ivoire dans leur mise en mobilité. En effet, de nombreux ivoiriens et ivoiriennes justifient leurs départs en Tunisie par le changement de régime ayant suivi la crise post-électorale de 2011. En mobilisant le registre de l'ethnicité et de leur exclusion du jeu politique, ces personnes mettent en récit, dans leurs mobilités, les changements structurels de la société ivoiriennes de ces vingt dernières années. En effet, au-delà du changement de régime, ces circulations ivoiriennes laissent à voir un changement des imaginaires politiques du succès et des figures de la réussite dans le pays. Ainsi, notre travail rend compte de la manière dont, dans un même mouvement, les stratégies migratoires ivoiriennes, à partir des dynamiques socio-politiques, reconfigurent le lien et les possibles entre mobilité géographique et réussite sociale.

Dans une dernière partie, cet article interroge la manière dont ces stratégies migratoires structurent les modalités d'insertion de ces personnes dans l'espace en Tunisie. À travers les exemples de Tunis et Sfax, sont analysées les stratégies d'insertions, les modalités d'ancrage et les nouvelles pratiques sociales de ces Ivoiriens et Ivoiriennes. L'attention est portée aux instances de sociabilités, notamment associatives et leur articulation aux espaces locaux. Plus globalement, il s'agit ici de dessiner les contours de la territorialité produite par ces personnes et

de montrer en quoi leurs stratégies de mobilités sont construites autour de pratiques professionnelles servant des projets de réussite sociale.

Ainsi, cet article, inscrit dans une perspective afrocentrée, contribue à l'éclairage d'une nouvelle dynamique migratoire ivoirienne en Tunisie. Il interroge également les liens possibles entre l'exploration d'une dynamique migratoire et le rôle que peuvent les imaginaires politiques. Il contribue, par-là, au champ des connaissances sur la situation de l'immigration africaine dans le pays et plus largement sur les routes des migrations entre les Afriques.

Like other Maghrebi countries, Tunisia has been at the heart of various flows and mobilities coming from all over the African continent, especially from its sub-Saharan portion, for at least twenty years. Quietly, this mainly Ivorian immigration is gradually taking place in Tunisian society, and raises important debates and social issues. Contrary to representations and works on so-called transit migration towards the European coast, this article – based on an ethnographic survey carried out between 2016 and 2019 – provides an understanding of the migratory strategies of these men and women from Côte d'Ivoire, in historical perspective, as well as their rationale for anchoring in Tunisia. Around which migration channels are these mobilities articulated? What place does Tunisia occupy in the strategies of Ivorian travellers, and around which spaces do their movements develop? And their integration? Far from the figure of the “refugee” or “migrant in transit” to the Maghreb, we propose to analyse what these travellers, as well as their practices of mobility, tell us about the wider transformations of intra-African migration.

First, this article returns to the ways of positioning Tunisia as the new destination of choice for Ivorian immigration. It shows that these migratory networks were built thanks to the relocation of the African Development Bank (BAD) to Tunis, following the conflict in Côte d'Ivoire, and to the arrival of several hundred Ivorians in the country. These first arrivals succeeded in entering many professional fields and in developing a relational web between Côte d'Ivoire and Tunisia. It is starting from their networks that, at the end of the 2000s, more and more Ivorian citizens chose to come to Tunisia.

The second part of the article returns to the role played by socio-political change in Côte d'Ivoire in their mobility. Indeed, many Ivorians justify their departure for Tunisia by the change in regime that followed the post-election crisis of 2011. By mobilising the register of ethnicity and their exclusion from the political game, these people expressed, in their mobilities, the structural changes to Ivorian society over the last twenty years. Indeed, beyond the change of regime, these Ivorian flows make visible a change in the political imaginary of success and of the figures of success in the country. Thus, our work accounts for the way in which, in a single movement, Ivorian migratory strategies, starting from socio-political dynamics, reconfigure the link and the possibilities between geographical mobility and social success. In the final section, the article interrogates the way in which these migratory strategies structure the modes of integration of these people in the Tunisian space. The examples of Tunis and Sfax are used to analyse the strategies of integration, the modes of anchoring and the new social practices of these Ivorians. Attention is given to bodies of sociability, especially associative, and their articulation in local spaces. More globally, it is about drawing the contours of the territoriality produced by these people and showing how their strategies of mobility are built around professional practices serving projects of social success.

Thus, this article, in the scope of an Afrocentric perspective, helps to illuminate the new Ivorian migratory dynamic in Tunisia. It also questions the possible links between the exploration of a migratory dynamic and the role the political imaginary can play. In this respect, it contributes to the field of knowledge on the situation of African immigration in the country and, more broadly, on migration routes within Africa.

على غرار البلدان المغاربية الأخرى، كانت تونس، على مدى عشرين عاماً على الأقل، في قلب حركات المرور والتنقلات المختلفة القادمة من القارة الأفريقية بأكملها، ولا سيما من جزء جنوب الصحراء منها. وبهدوء، تصل هذه الهجرة العاجية في غالبيتها تدريجياً إلى المجتمع التونسي وتثير سجالات مهمة ورهانات اجتماعية. وعلى عكس التصورات والأعمال حول هجرات ما يسمّى بـ«العبور» إلى السواحل الأوروبية، يُقدّم هذا المقال - استناداً إلى تحقيق إثنوغرافي متعدد المواقع أُجري بين - فهماً لاستراتيجيات الهجرة لهؤلاء الرجال والنساء من ساحل العاج، من منظور 2019 و2016 عامي تاريخي، وكذلك يقدّم مبررات استقرارهم في تونس. فما هي قنوات الهجرة التي تتمفصل حولها هذه الحركات؟ وما هو المكان الذي تحتله تونس في استراتيجيات المسافرين العاجيين [الإيفواريين] وفي أي الفضاءات تُحاك حركاتهم؟ وإدماجهم؟ وبعيداً عن صورة «اللاجئ» أو «المهاجر العابر» في المغرب الكبير، نقترح تحليلاً ما يخبرنا به هؤلاء المسافرون والمسافرات وممارسات تنقلهم بشأن التحولات الأكثر شمولية للهجرات بين البلدان الأفريقية.

أولاً، تدرّس هذه المشاركة أشكالاً تموضّع تونس كوجهة جديدة مفضّلة للهجرة العاجية. وتُظهر هذه (إلى تونس، فيBADالدراسة أنّ شبكات الهجرة هذه قد بُنيت بفضل نقل البنك الأفريقي للتنمية) أعقاب الصراع في ساحل العاج ووصول عدة مئات من العاجيين والعاجيات إلى البلاد. وقد نجح هؤلاء الوافدون الجدد في الاستثمار في العديد من القطاعات المهنية وفي تطوير نسيج علاقات بين ساحل العاج وتونس. وإنه لَمِن خلال شبكاتهم اختار المزيد من المواطنين العاجيين القدوم إلى تونس في نهاية العقد الأول من القرن الحادي والعشرين.

وبستعرض الجزء الثاني من هذا المقال الدور الذي لعبته في تنقلهم التغيير الاجتماعي والسياسي في ساحل العاج. ففي الواقع، يُبّرر العديد من العاجيين والعاجيات ترحالهم إلى تونس بتغيير النظام. فمن خلال استخدام نبرة النزعة العرقية وفكرة 2011 للسياسي الذي أعقب أزمة ما بعد انتخابات عام استبعادهم من اللعبة السياسية، يروي هؤلاء الأشخاص، في تنقلاتهم، التغييرات البنيوية في المجتمع العاجي على مدى تلك السنوات العشرين الماضية. وفي الواقع، وفيما يتعدّى تغيير النظام، تكشف التنقلات العاجية هذه عن تغيير في التصورات السياسية للنجاح وفي رموز النجاح في البلاد. وهكذا، فإن عملنا يعرض الطريقة التي تعيد بها استراتيجيات الهجرة العاجية، ضمن حركة واحدة، وانطلاقاً من ديناميكيات اجتماعية وسياسية، تعيد تشكيل العلاقة والإمكانات بين التنقل الجغرافي والنجاح الاجتماعي.

أما في الجزء الأخير، فيناقش هذا المقال الطريقة التي تُنظّم بها استراتيجيات الهجرة هذه طرق إدماج هؤلاء الأشخاص في الفضاء التونسي. فمن خلال أمثلة من تونس العاصمة وصفافس، يتم تحليل استراتيجيات الإدماج وأشكال التوطين والممارسات الاجتماعية الجديدة لهؤلاء العاجيين والعاجيات. ويولّى اهتماماً بهيئات الاندماج الاجتماعي، ولا سيما الجمعيات وارتباطها بالفضاءات المحلية. وبشكل عام، ينبغي هنا رسم ملامح الإقليمية التي تُنتجها هؤلاء الأشخاص وإطهاؤ كيفية بناء استراتيجيات تنقلهم حول ممارسات مهنية تخدم مشاريع النجاح الاجتماعي. وهكذا، فإن هذا المقال، الذي يندرج ضمن منظور أفريقي مركزي، يساهم في تسليط الضوء على ديناميكية جديدة للهجرة العاجية إلى تونس. كما يناقش الروابط الممكنة بين استكشاف ديناميكية هجرة وبين الدور الذي يمكن أن تلعبه المختللات السياسية. وبالتالي فهو يساهم في حقل المعارف حول وضع الهجرة الأفريقية إلى البلد وعلى نطاق أوسع حول طرق الهجرة بين الأفرقة.

INDEX

ساحل العاج؛ تونس؛ الهجرة بين البلدان الأفريقية؛ استراتيجية فهرس الكلمات المفتاحية:

الهجرة؛ أقاليم الهجرة

Index géographique : Tunisie

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Tunisie, migrations intra-africaines, stratégie migratoire, territorialités migrantes.

Keywords : Ivory Coast, Tunisia, intra-African migrations, migration strategy, migrant territorialities

AUTEUR

CAMILLE CASSARINI

Doctorant en géographie, LPED-IRD/AMU